

Yves Salesse a publié un livre, Réformes et révolution, propositions pour une gauche de gauche, Coll. Contre-feux, Agone, Marseille, 2001, qui a un intérêt direct pour les rédacteurs et lecteurs réguliers de Carré Rouge. Ce livre répond à la démarche de renouveau programmatique qui avait été discutée lors de la journée de travail du 30 septembre 2000.

Un premier pas vers une discussion programmatique

En septembre 2000, Carré Rouge a soumis à la discussion un document de travail qui proposait aux militants et aux organisations du mouvement ouvrier et révolutionnaire de joindre leurs forces dans un effort de renouvellement programmatique. Pourquoi une telle initiative ? « Parce qu'aujourd'hui, était-il dit dans notre document, nous nous trouvons démunis de toute orientation politique digne du terme, (à un autre époque nous aurions dit tout de suite un programme), qui ait comme fondement le combat pour la transformation socialiste de la société, mais qui soit en même temps enracinée dans une analyse des processus sociaux et politiques contemporains, tels qu'ils sont réellement et non pas fictivement en ce début de XXI^e siècle » (voir Carré Rouge, n° 15-16).

Le point de départ de Yves Salesse est le même. Il part du constat que

« la dénonciation du système ne suffit pas. Des millions de gens savent que le capitalisme est nuisible, mais beaucoup ne sont plus très sûrs que l'on peut réellement faire autrement. Pèsent sur eux deux échecs historiques très lourds, : celui du stalinisme qui a porté un coup meurtrier à l'idée de transformation radicale ; celui de la social-démocratie qui prétendait changer les choses par d'autres voies. En tirant les enseignements de ces deux échecs, nous devons refonder la conviction qu'autre chose est possible qui ne soit pas pire. Il faut donc formuler une perspective de transformation qui dépasse le couple dénonciation-revendication, mais qui ne s'enferme pas dans l'énoncé d'un projet bouclé et qui parte de l'état actuel de la société ». En septembre de l'an passé, nous ne connaissions pas encore Yves Salesse personnellement, et nous ne savions pas qu'il avait éga-

lement engagé un travail, dont le réflexe était voisin du nôtre. Nous n'avons donc pas pu l'inviter à la journée de travail et personne ne l'a prévenu non plus de sa tenue. Yves Salesse y aurait participé parce qu'il a toujours accepté et recherché la discussion.

Il est important d'expliquer d'où Yves Salesse parle en écrivant un livre sur « réformes et révolution ». L'auteur est un haut fonctionnaire. Il a commencé sa vie professionnelle et militante comme syndicaliste CGT chez les cheminots et comme membre du Bureau politique de la LCR. Admis à l'ENA par les procédures de recrutement nouvelles de l'Union de la gauche des années 1980, il est entré au Conseil d'État. Il a beaucoup pratiqué la Commission européenne et les nombreuses autres instances de l'Union européenne, écrivant à ce titre un livre important, *Propositions pour une autre Europe*, Éditions Félin, Paris, 1997, que j'ai cité à plusieurs reprises dans des articles pour Carré Rouge. Sa connaissance de l'appareil d'État lui vient du poste de conseiller du ministre qu'il a occupé au cabinet de Jean-Claude Gaysot, ministre des Transports du gouvernement de la gauche plurielle. On trouve l'écho de cette expérience dans le livre dont il est question ici. En 1999, Yves Salesse a réintégré le Conseil d'État. Aujourd'hui, il est président de la Fondation Copernic.

Tout cela fait à coup sûr de Yves Salesse un « haut commis de l'État ». Cela ne fait pas de lui automatiquement un réformiste. Fait assez inhabituel, le responsable des Éditions Agone, Thierry Discepolo, a pourtant fait précéder le livre de Salesse d'un avant-propos très défensif. Le responsable d'Agone semble se croire obligé d'en justifier la publication dans sa collection. Il dit que « l'édi-

tion politique est politique en ce qu'elle avance par compromis » et que les propositions « semblent sortir de la froideur sans songe des chambres de l'État », « portant la marque de notre époque et de nos déroutes ».

Pour ma part, je commencerai tout autrement, en disant qu'à la différence de tant d'autres anciens militants que nous connaissons et que nous n'avons pas besoin de nommer, Yves Salesse a côtoyé le pouvoir ; il a vu les hommes et les femmes qui l'exercent de près ; il a compris le sens et l'orientation de leur action et il en a mesuré les résultats. Fort de cette expérience directe, comme en témoignent les termes très forts qu'il emploie dans les premières pages de son livre, il a rompu politiquement avec le gouvernement Jospin et les partis de la gauche plurielle. Si un plus grand nombre d'hommes ou de femmes de « gauche » avaient fait de même, nous ne saurions pas exactement où nous en sommes.

Il est certain qu'Yves Salesse écrit et parle à partir de son expérience et de là où il travaille. Il est donc bien plus sensible que ne le sont d'autres, formellement plus radicaux que lui, quant à l'accusation lancée par les Claude Estier et autres Robert Hue à l'adresse de Lutte Ouvrière et de la LCR, qu'elles n'ont pas de programme, qu'élues et tenues d'exercer le pouvoir, ces organisations ne sauraient pas quoi faire. Salesse s'est donc engagé seul dans un travail qui l'a conduit à faire des développements et des propositions programmatiques portant sur la matière de deux des « têtes de chapitres » ou « blocs de questions » énoncés dans le document de Carré Rouge : celle des rapports de propriété et celle de l'organisation du pouvoir politique. C'est sur ces questions qui portent

les chapitres les plus approfondis, auxquels viennent s'ajouter deux chapitres courts sur la « mondialisation libérale » et « une autre Europe ». C'est aux deux questions principales que je limiterai mes remarques.

Arrêtons-nous sur le titre du livre de Salesse, très exactement sur la conjonction de coordination « et » qui s'oppose à celle classique de « ou » employée dans le célèbre texte de Rosa Luxembourg contre Bernstein. Ce titre traduit bien la position défendue par Salesse. Elle a un caractère paradoxal dont Salesse pense qu'elle traduit la situation au début du XXI^e siècle : pas simplement la situation politique conjoncturelle, mais les structures mêmes. En un premier temps, il affirme qu'il n'y a aucune possibilité de changement politique et social « progressiste », en un mot de « réformes », hors de luttes politiques très profondes qui devront être marquées par l'apparition de formes d'auto-organisation et d'organes politiques directs de masse, qu'il n'hésite pas à désigner du terme classique révolutionnaire de conseils. En un deuxième temps, il explique pourquoi les réformes, qui sont indispensables si on veut modifier profondément la vie des salariés, des chômeurs et de la jeunesse de parents ouvriers, ne seront pas de vraies réformes à moins de s'attaquer aux rapports de propriété capitalistes et d'instaurer dans une large partie de l'économie des rapports nouveaux (c'est « l'appropriation sociale »). Mais dans un troisième temps, il dit qu'aussi bien les « expériences de pouvoir minoritaire », sans parler de celles du stalinisme, d'un côté, que les inerties et pesanteurs de la vie sociale et la place prise par l'État au cours de la période de « l'Etat-social » ou de « l'Etat-pro-

vidence », de l'autre, supposent qu'on « change l'appareil d'État » plutôt que de le « briser ».

Yves Salesse nous a donné la permission de reproduire de larges extraits du chapitre II, intitulé « la démocratie au cœur du projet ». Ils permettent de bien comprendre comment il conçoit l'articulation entre l'indispensable rôle des conseils dans le processus de passage de la propriété privée à une « appropriation sociale » des moyens de production, de communication et d'échange et leur éclipse ensuite en faveur d'une « forme parlementaire conflictuelle ». Le second des « blocs de questions » identifiés dans le document de travail de Carré Rouge, sur lequel Yves Salesse fait un apport important, est celui des rapports de propriété. Pour lui, laisser intact la propriété privée du capital signifie fermer la voie d'entrée de jeu à toute possibilité de vraies « réformes » et tuer dans l'œuf toutes les possibilités démocratiques qui sont contenues et réprimées dans le cadre de l'organisation sociale actuelle. Les membres du « travailleur collectif » aussi bien que l'ensemble du corps social doivent être en mesure de dire ce qui doit être produit, dans quelle quantité, où et comment. Ces décisions relèvent aujourd'hui des seuls détenteurs du capital. Il faut le leur arracher et proposer des modes de propriété et d'organisation économiques qui tiennent compte aussi bien des désastres de l'étatisme bureaucratique de type stalinien que des limites et du contenu des expériences de nationalisation dans les pays capitalistes développés. « Nous sommes tenus, dit Yves Salesse, d'inventer un mode d'appropriation sociale qui ait effectivement ce contenu, c'est-à-dire qui assure la capacité de la société à maîtriser et à

orienter son appareil productif ». Il fait un certain nombre de propositions dans ce sens sur lesquelles on pourra revenir dans un autre numéro de Carré Rouge. Élément essentiel, pour Salesse, l'appropriation sociale ne doit pas être conçue sans une critique forte des expériences d'auto-gestion de type yougoslave. Elle est, dit-il, « indissociable d'une véritable planification ».

Yves Salesse nous propose donc les éléments d'une discussion tout à fait positive. Le problème, c'est qu'il ne s'en contente pas. Après deux chapitres forts, il nous en impose un intitulé « changer l'appareil d'État ». Ici, c'est effectivement le haut fonctionnaire qui parle, plus que le militant politique, nous livrant des réflexions « d'insider » de l'appareil d'État de la France. Ce qui est dit dans ce chapitre n'est pas vraiment original, ni très excitant. On se demande pourquoi Yves Salesse ne se rend pas compte à quel point le plaidoyer pour un appareil d'État « changé » est en porte-à-faux avec les deux points forts du livre : le rôle clef donné aux organes d'auto-organisation de masse et l'appropriation sociale. Revenir à certaines formes de démocratie représentative de type parlementaire après des bouleversements révolutionnaires ne peut pas signifier continuer à accepter le maintien d'un appareil d'État, certes plus « ouvert à la société » quand même en surplomb par rapport elle. Les processus de bureaucratisation n'ont pas été fondés seulement sur des situations où des « pouvoirs minoritaires » se sont accrochés au pouvoir. Ils ont aussi comme base le processus d'objectivisation et d'autonomisation de l'appareil d'État.

L'État est l'une des expressions de l'extériorisation et du caractère aliéné des rapports sociaux de produc-

tion. Nous subissons le fétichisme de la marchandise et de l'argent. Nous subissons aussi celui tout aussi sérieux de l'État, et cela de façon d'autant plus pernicieuse que ce fétichisme-là semble « meilleur » que les deux autres. Le thème révolutionnaire du dépérissement de l'État n'a pas été une concession aux théoriciens anarchistes, résultant d'un « accès de faiblesse » de Marx, puis de nouveau de Lénine, comme les théoriciens du PCF le soutenaient autrefois. La mise en mouvement du dépérissement de l'État est une exigence fondamentale de l'émancipation collective et individuelle. Si on ne s'y attaquait pas, peut-être par d'autres voies que celles suivies au XX^e siècle, la démocratie socialiste serait de nouveau enterrée. Si c'est cela que Thierry Discepolo a voulu dire au travers des inquiétudes qu'il a exprimées dans son avant-propos, alors je suis évidemment d'accord avec lui.

Dans le cadre d'une vie politique française qui tourne en rond, à l'extrême gauche tout autant que chez les partis parlementaires, Yves Salesse a fait un vrai effort pour aller dans le sens de la reconstitution d'un outil programmatique. Les limitations et les travers « réformistes » sont inévitables dans un travail isolé. La discussion collective, dans un contexte politique où l'urgence d'un renouveau programmatique serait partagée par une couche de militants plus large, les corrigerait très vite. On peut être certain que les apports de ce livre serviront le jour où le déchaînement de la lutte des classes sera venu chambouler le train-train habituel.